Bruno POU CET, David VALENCE, dirs, *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2016, 256 pages

Françoise Douay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13061>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.13061

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 392-393

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Françoise Douay, « Bruno POU CET, David VALENCE, dirs, *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13061> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.13061>

qui excluent du « vrai peuple » une partie de la population. Surtout, le populisme relève d'une crise de la représentation pour deux grandes raisons : premièrement, l'électorat des grands partis s'érode, par manque à la fois du renouvellement du personnel politique et des idées ; deuxièmement, l'électorat devient volatil. L'un des enjeux est donc de renouer la confiance entre les partis de gouvernement et de proposer des idées nouvelles et mobilisatrices.

Stéphane François

GSRL, CNRS/École pratique des hautes études, F-94205

Francois.stephane21@aliceadsl.fr

Bruno POUCKET, David VALENCE, dirs, *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2016, 256 pages

Avec l'année 2018 s'annoncent deux commémorations obligées : le centenaire de l'armistice du 11 novembre 1918 qui mit fin à l'effroyable guerre fratricide de 14-18 mais sans établir durablement la paix ; et le cinquantenaire de la tumultueuse année 1968 qui vit, à Saïgon en février l'offensive du Têt, à Paris en mai le soulèvement étudiant, et à Prague en août les chars soviétiques, flammes vives échappées de la guerre froide, indices des remaniements sourds travaillant l'équilibre mondial. Connaissant la suite de l'histoire : 1975, retrait des troupes américaines du Vietnam ; 1976-1978, mort de Mao Zedong et métamorphose de la Chine avec l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping ; 1989, chute du mur de Berlin... et tout le reste jusqu'à 2018, Donald Trump, Vladimir Poutine et Kim Jong-Un, maîtres de nos destins, il nous est, en France, devenu difficile d'inscrire directement, comme on le faisait alors, les événements de mai 68 dans la trame héroïque de la lutte mondiale contre l'impérialisme stade suprême du capitalisme. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, sans doute est-il temps d'examiner d'un autre œil et à une autre échelle ce qui est arrivé à Nanterre le 22 mars 68, à la Sorbonne et sur les barricades de la rue Gay-Lussac le 5 mai 68, dans les manifestations monstres du 13 mai à gauche, du 30 mai à droite, et dans les urnes le 30 juin, puis dès la rentrée 68 dans l'Université française toute entière, rondement réformée par la loi Edgar Faure, votée à l'unanimité le 10 octobre et promulguée le 12 novembre 1968.

Or, pour ce cinquantenaire, l'occasion en est donnée par l'ouvrage intitulé *La Loi Edgar Faure. Réformer l'université après 1968* paru aux Presses universitaires de Rennes au 1^{er} trimestre 2016 ; produit d'un colloque qui s'est tenu en septembre 2011 à Paris, à la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction scientifique de

l'historien Bruno Poucet, il est patronné par la Fondation Charles de Gaulle, comme l'attestent la « Préface » (pp. 11-12) de son président, Jacques Godfrain, et la co-signature, avec Bruno Poucet, des « Remerciements » (p. 7) par son ancien directeur-adjoint, David Valence. Ce recueil de 256 pages offre, encadrées par l'« Introduction » (pp. 13-22) et la « Conclusion » (pp. 193-195) de Bruno Poucet, onze communications réparties selon le schéma de l'avant-pendant-après. « Le pouvoir face au défi de la massification » (pp. 25-58), à travers les trois communications de Laurent Jalabert, Bruno Poucet, Sabrina Tricaud, analyse, entre 1958 et 1968, les apports de la loi Fouchet (IUT, BTS), les hésitations de Charles de Gaulle entre « sélection » et « participation », et le retrait discret de Georges Pompidou. « Une loi "libérale" pour répondre à la crise de mai 68 » (pp. 61-139), à travers les quatre communications d'Antoine Prost, François Audigier, Nassera Mohraz, Ismail Ferhat, suit attentivement le développement de la Loi Faure, « de Maignon à l'Élysée », puis à l'Assemblée nationale, et son accueil dans ce groupe d'opposition de droite qu'est l'Union nationale interuniversitaire (UNI), ainsi qu'auprès des syndicats enseignants. « Une loi peu ou mal appliquée ? » (pp. 143-192) à travers les quatre communications de Charles Mercier, Arnaud Desvignes, Jérôme Aust, Yves Lequin et Pierre Lamard, mesure les effets de cette loi dans quatre cas précis : la présidence exemplaire de René Rémond à Nanterre, les limites de « l'autonomie » des universités, l'échec que représente la scission de Lyon 3, enfin la réussite qu'incarne l'Institut universitaire de technologie de Compiègne. Cet ensemble, complété par deux témoignages saisissants dus l'un à Pierre Trincal et l'autre à Jacques de Chalendar (pp. 199-239), se clôt sur une précieuse annexe archivistique rédigée conjointement par Sylvie Le Clech et Emmanuelle Picard (pp. 241-251). C'est donc une très riche matière qui est ainsi proposée à notre lecture.

Certes, tout n'y est pas constamment du même niveau d'excellence, et l'on croise çà et là, péché véniel, des timidités touchantes (« nous n'avons malheureusement pas trouvé trace... », p. 159) ; surprenants, des décomptes aberrants « De 100 000 étudiants en 1945, on est passé à [...] 600 000 en 1970 : un quadruplement des effectifs en 25 ans » (p. 13) ou encore, par bouffées, une orthographe grammaticale calamiteuse (pp. 193-194) ; plus gênant, des graphiques, que l'on devine multicolores à l'origine, rendus illisibles par le passage au noir et blanc (pp. 115-117) ; et même, impardonnable, la falsification, que l'on souhaite involontaire, d'un slogan pourtant célébrissime de Mai 68 : « Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi » réduit à « Cours, camarade, le vieux est derrière toi » où « le vieux »

désignerait Charles de Gaulle (p. 43) ! Mais laissons ces pailles s'envoler au vent et, quitte à désarticuler un peu l'ordonnance de cet édifice, tâchons d'en dégager les points forts, fructueux contrepoints et *leitmotivs* insistants.

Étoffée par les témoignages fournis en fin de volume, la seconde partie de l'ouvrage, qui analyse de très près l'élaboration même de la loi – en un temps record de six semaines – puis son vote à l'Assemblée nationale – par 441 voix pour, 0 contre et 40 abstentions – suivi d'une acceptation inégale selon les syndicats enseignants, est vraiment d'un intérêt majeur, qui se manifeste au mieux lorsqu'on lit ensemble, d'une part le récit alerte d'Antoine Prost qui va jusqu'aux *marginalia* de Charles de Gaulle sur les innombrables propositions d'Edgar Faure (« La loi Faure, de Matignon à l'Élysée » pp. 61-77) joint au vivant témoignage de toute première main de Jacques de Chalendar sur ce marathon de 42 jours, ses attendus et ses conséquences (« De mai 1968 à juin 1969 », pp. 223-239), et d'autre part, les trois études de François Audigier (« [...] tensions et consensus à l'Assemblée nationale », pp. 79-97), Nassera Mohraz (« L'UNI [...] : l'opposition de droite la plus virulente [...] », pp. 99-121) et Ismail Ferhat (« Une loi à front renversé ? [...] les syndicats enseignants [...] », pp. 123-139) dont la confrontation laisse clairement apparaître, aussi bien dans l'arène politique que dans l'opinion universitaire, non pas un net et franc clivage gauche/droite mais bien un accord largement majoritaire au « centre » gaullien, cerné, sur sa gauche par l'abstention du Parti communiste à la Chambre et le refus de participation du seul SNEsup parmi les syndicats enseignants, et sur sa droite, par un groupuscule de six réfractaires influents au sein des députés gaullistes auquel fait écho, sur la scène universitaire, la virulente Union nationale inter-universitaire. Or, le départ du général de Gaulle en 1969 après l'échec de son référendum sur la régionalisation ne modifiera pas sensiblement cette configuration qui, comme Ismail Ferhat le souligne en conclusion (p. 139), a perduré jusqu'à nos jours dans les débats scolaires de notre pays.

Comparées à cette partie centrale, les deux autres, où sont évoquées les positions de Christian Fouchet, Charles de Gaulle et Georges Pompidou avant 1968, puis les cas exemplaires de Nanterre et de Compiègne, les limites assez strictes de l'autonomie des universités et la scission de Lyon 3, proposent des contributions qui, prises une à une, sont instructives, mais restent juxtaposées sans dialogue entre elles, ni mise en perspective finale. Il en va de même avec quelques *leitmotivs* dont la récurrence est sensible au lecteur

attentif alors qu'elle n'est pas thématisée ni soulignée en conclusion. Retenons-en trois exemples. Le maître-mot « participation », éminemment gaullien, vivement salué, encensé, applaudi, qui rallie les votes et fait taire les critiques (pp. 12, 65, 79, 94-95, 148, 202, 224) reste inquestionné. La double séparation « typiquement française », d'une part entre universités et grandes écoles, d'autre part entre universités et recherche scientifique, est déplorée comme un échec persistant de trop timides réformateurs (pp. 35, 179), alors qu'Antoine Prost montre (p. 73) que Charles de Gaulle en personne a bloqué l'intégration prévue par Edgar Faure : aucun bilan ne le souligne. Un motif plus discret revient à trois reprises, justifiant la mansuétude à l'égard des « enrégés » : « Ce sont nos enfants » (p. 89 : David Rousset, un fils gauchiste ; p. 223 : Jacques de Chalendar, une nièce à Nanterre ; p. 233 : le préfet Grimaud, deux enfants sur les barricades). Tant de riches échos auraient mérité une belle orchestration finale !

Au lieu de cela, le directeur de l'ouvrage conclut sur l'impossibilité de comprendre pourquoi le grand Charles a bien pu soutenir la loi Faure : « Réformer en profondeur. C'est le choix du ministre et de son équipe, soutenu sans que l'on puisse aujourd'hui encore savoir exactement pourquoi, par de Gaulle » (p. 195). Or la réponse se trouve à deux encablures de là, dans le très beau passage de la communication d'Yves Lequin et Pierre Lamard sur l'Université de technologie de Compiègne (UTC) intitulé « De la France libre à la Libération » (pp. 182-183), où ils évoquent les liens forts qui unissent, au siège de la France Libre à Alger en 1943-1944, puis dans Paris libérée en 1944, le général de Gaulle, Edgar Faure et René Capitant : la solidarité dans la lutte, la confiance réciproque, la volonté partagée de reconstruire la France, non moins qu'en 44, en 1968. Bref, une synthèse plus vigoureuse des divers travaux de qualité proposés dans cet ouvrage pourrait l'éclairer d'un jour nouveau... et lancer de nouvelles pistes : beau programme pour 2018.

Françoise Douay

LPL, Aix-Marseille Université, F-13100

fran.douay@wanadoo.fr

Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État*. Michel Foucault avec les sciences sociales

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Ce livre se veut une analyse de l'apport de Michel Foucault à la sociologie historique et politique de l'État. Aussi prend-il appui sur son travail historique à partir de la démarche généalogique telle qu'initée par Michel